

**Union européenne - Corée du Nord
- L'UE aligne ses listes relatives aux
personnes et entités faisant l'objet
de sanctions sur la dernière
résolution du conseil de sécurité des
Nations unies - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Bruxelles, 08 janvier 2018)

Le Conseil a ajouté seize personnes et une entité, le ministère des Forces armées populaires (MPAF), à la liste des personnes et entités faisant l'objet d'un gel de leurs avoirs et d'une restriction de leurs déplacements, transposant ainsi une partie des nouvelles sanctions imposées par la résolution 2397 (2017) du conseil de sécurité des Nations unies.

Cette résolution a été adoptée le 22 décembre 2017 en réaction aux activités ininterrompues de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) dans le domaine des armes nucléaires et des missiles balistiques, au mépris flagrant des précédentes résolutions du conseil de sécurité des Nations unies.

La décision du Conseil porte à 79 personnes et 54 entités le nombre total de personnes et entités visées par les mesures restrictives à l'encontre de la RPDC et figurant sur les listes établies par les Nations unies. En outre, 41 personnes et 10 entités sont désignées de manière autonome par l'UE.

Le Conseil va faire le nécessaire pour transposer rapidement les autres sanctions figurant dans la résolution 2397 du conseil de sécurité des Nations unies. Un certain nombre de ces mesures sont déjà prévues au titre des sanctions autonomes existantes de l'UE. L'UE est susceptible par ailleurs d'adopter des mesures autonomes supplémentaires dans le courant des prochaines semaines.

L'UE met en oeuvre toutes les résolutions du conseil de sécurité des Nations unies adoptées en réaction aux programmes nucléaires, aux programmes d'armes nucléaires et aux programmes d'armes de destruction massive d'un autre type et de missiles balistiques de la RPDC. En outre, l'UE a imposé de manière autonome des mesures restrictives à l'encontre de la RPDC qui complètent et renforcent le régime de sanctions des Nations unies.

Les actes juridiques ont été adoptés par procédure écrite. Ils seront publiés au Journal officiel le 9 janvier./.